

ART L1132-1
CT

PRINCIPE DE NON DISCRIMINATION

Aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement ou de nomination ou de l'accès à un stage ou à une période de formation en entreprise, **aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, [...], en raison de [...] son état de santé, de sa perte d'autonomie ou de son handicap [...].**

ART L1133-2 et
1133-3 CT

PRINCIPE DE NON DISCRIMINATION

Les différences de traitement fondées sur l'âge ne constituent pas une discrimination lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées par un but légitime, notamment par le **souci de préserver la santé ou la sécurité des travailleurs [...]**

Les différences de traitement fondées sur l'inaptitude constatée par le médecin du travail en raison de l'état de santé ou du handicap **ne constituent pas une discrimination** lorsqu'elles sont objectives, nécessaires et appropriées.

ART L5213-6 CT

OBLIGATION D'AMENAGEMENT DU POSTE

Afin de garantir le respect du principe d'égalité de traitement à l'égard des travailleurs handicapés, **l'employeur prend, en fonction des besoins dans une situation concrète, les mesures appropriées pour permettre aux travailleurs mentionnés aux 1° à 4° et 9° à 11° de l'article L. 5212-13 d'accéder à un emploi ou de conserver un emploi [...]**

Ces mesures sont prises sous réserve que les charges consécutives à leur mise en œuvre ne soient pas disproportionnées, compte tenu de l'aide prévue à l'article L. 5213-10 qui peuvent compenser en tout ou partie les dépenses supportées à ce titre par l'employeur.

Le refus de prendre des mesures au sens du premier alinéa peut être constitutif d'une discrimination au sens de l'article L. 1133-3.

ART L1226-2 CT

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Lorsque le salarié victime d'une maladie ou d'un accident non professionnel est déclaré inapte par le médecin du travail, en application de l'article L. 4624-4, à reprendre l'emploi qu'il occupait précédemment, **l'employeur lui propose un autre emploi approprié à ses capacités, au sein de l'entreprise ou des entreprises du groupe [...]**

Cette proposition prend en compte, après avis du comité social et économique lorsqu'il existe, les conclusions écrites du médecin du travail [...]

L'emploi proposé est aussi comparable que possible à l'emploi précédemment occupé, au besoin par la mise en œuvre de mesures telles que mutations, aménagements, adaptations ou transformations de postes existants ou aménagement du temps de travail.

ART L1226-2-1 CT

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Lorsqu'il est impossible à l'employeur de proposer un autre emploi au salarié, il lui fait connaître par écrit les motifs qui s'opposent à son reclassement.

L'employeur ne peut rompre le contrat de travail que s'il justifie soit de son impossibilité de proposer un emploi dans les conditions prévues à l'article L. 1226-2, soit du refus par le salarié de l'emploi proposé dans ces conditions, soit de la mention expresse dans l'avis du médecin du travail que tout maintien du salarié dans un emploi serait gravement préjudiciable à sa santé ou que l'état de santé du salarié fait obstacle à tout reclassement dans un emploi.

L'obligation de reclassement est réputée satisfaite lorsque l'employeur a proposé un emploi, dans les conditions prévues à l'article L. 1226-2, en prenant en compte l'avis et les indications du médecin du travail.

S'il prononce le licenciement, l'employeur respecte la procédure applicable au licenciement pour motif personnel prévue au chapitre II du titre III du présent livre.

SUIVI DE LA SANTE DES SALARIES

Tout travailleur bénéficie, au titre de la surveillance de l'état de santé des travailleurs prévue à l'article L. 4622-2, d'un suivi individuel de son état de santé assuré par le médecin du travail [...].

Ce suivi comprend une visite d'information et de prévention effectuée après l'embauche par l'un des professionnels de santé mentionnés au premier alinéa du présent article. Cette visite donne lieu à la délivrance d'une attestation. Un décret en Conseil d'Etat fixe le délai de cette visite. Le modèle de l'attestation est défini par arrêté.

Les modalités et la périodicité de ce suivi prennent en compte les conditions de travail, l'état de santé et l'âge du travailleur, ainsi que les risques professionnels auxquels il est exposé.

Tout travailleur qui déclare, lors de la visite d'information et de prévention, être considéré comme travailleur handicapé [...] est orienté sans délai vers le médecin du travail et bénéficie d'un suivi individuel adapté de son état de santé.

Tout salarié peut, lorsqu'il anticipe un risque d'inaptitude, solliciter une visite médicale dans l'objectif d'engager une démarche de maintien dans l'emploi [...]

ART L4624-1 CT

SUIVI DE LA SANTE DES SALARIES

L'employeur est tenu de prendre en considération l'avis et les indications ou les propositions émis par le médecin du travail en application des articles L. 4624-2 à L. 4624-4. En cas de refus, l'employeur fait connaître par écrit au travailleur et au médecin du travail les motifs qui s'opposent à ce qu'il y soit donné suite.

ART L4624-6 CT

AUTRES ARTICLES EN LIEN AVEC LE MAINTIEN DANS L'EMPLOI**Code du travail**

- Art L1226-2-1 – Absence de solution de reclassement
- Art R4642-1 - ANACT
- Art R4623-1 – Rôle Médecin du travail
- Art L2312-9 – Rôle du CSE
- Art L4622-2 – Rôle SST
- Art L4624-1 – Organisation visite médicale et santé au travail
- Art L2241-13 – Obligation négociations handicap
- Art L1226-12 – Absence de solution de reclassement
- Art R4624-34 – Visite médicale à la demande du salarié
- Art L1226-20 – Inaptitude sans préavis

Code de la Sécurité sociale

- Art L323-3 – Maintien des IJ en Temps partiel thérapeutique
- Art L433-1 – IJ en cas d'Accident du travail
- Art L341-1 – Pension d'invalidité

Fonction publique

- Décret 84-1051 du 30/11/84 - Reclassement des fonctionnaires de l'Etat reconnus inaptes
- Décret 85-1054 du 30/09/85 - Reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes
- Décret 89-376 du 08/06/89 - Reclassement des fonctionnaires hospitaliers pour raisons de santé